

● Pour Charles Michel, président des libéraux, le MR va plus loin que le CDH dans la réforme fiscale qu'il propose.

La bataille des

MR

L'électrochoc fiscal

Il est le premier à avoir dévoilé son jeu, à la mi-décembre dans "La Libre". Le président libéral Charles Michel présentait son "électrochoc fiscal" dans le but de créer 100 000 emplois.

IPP (impôt des personnes physiques). Le MR propose une réduction drastique des impôts, entre autres afin de supprimer les pièges à l'emploi (la différence des revenus entre un travail et un chômeur étant davantage marquée). Cela passe par la création d'une tranche d'imposition à 0 % sur les 13 000 premiers euros gagnés (la quotité exemptée d'impôt est, elle, supprimée) et la réduction du nombre de tranches (voir tableau).

Isoc (impôt des sociétés). Il passerait de 34 % à 23 %, soit dans la moyenne européenne. Et même à 20 % pour les PME. En outre, la moitié de la manne de six milliards d'euros des intérêts notionnels serait réaffectée à des déductions pour investissements pour les PME. L'autre moitié persisterait en l'état.

Autres. Le MR veut diminuer les droits de donation et de succession au niveau régional. Notamment via une exonération sur le logement familial pour le conjoint survivant.

Financement. Charles Michel nous l'a encore répété hier, la réforme fiscale du MR "n'est pas neutre budgétairement". Coût brut : 5 milliards d'euros. Coût net : un peu moins de 2 milliards – grâce à des effets retour évalués à hauteur de 30 %. Ce montant serait payé en réalisant toute une série d'économies, essentiellement dans les organes publics et parapublics régionaux. **A. C.**



DANNY GYS/REPORTERS

Pourquoi le CDH et le MR semblent-ils se courir après sur le plan fiscal? Les deux partis veulent baisser les impôts et ils ont envie que ça se sache, ils ont envie d'être le parti associé dans l'esprit des électeurs à la réforme de la fiscalité. Pour le politologue Pascal Delwit (ULB), cette course-poursuite s'explique entre autres par le fait que les deux formations convoitent des électorats qui se chevauchent.

"Le CDH ne veut pas laisser le monopole des propositions en matière fiscale au MR, analyse le politologue. Charles Michel est sorti très tôt dans la campagne en matière de fiscalité, notamment avec un projet de révision des barèmes fiscaux de l'IPP (Impôt des personnes physiques). Pourquoi cette réaction du CDH? Car, dans l'électorat du CDH, il y a toujours actuellement une partie qui est de centre-droit. Dans le tableau gauche-droite des partis francophones, la distance entre le CDH et le MR est assez courte. Le MR et le CDH se disputent pour des électeurs qui peuvent voter tantôt pour l'un tantôt pour l'autre. Et pas que pour l'aspect fiscal mais aussi pour d'autres questions socio-économiques, financières, certaines questions de société, etc."

Rivalité rurale

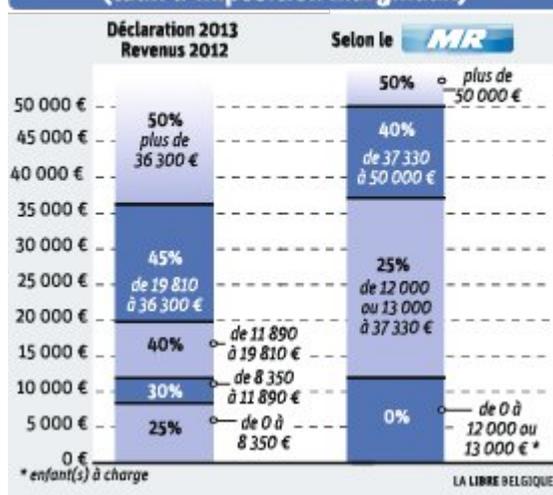
Attention, MR et CDH ne sont pas à couteaux tirés dans chaque circonscription. Pour Pascal Delwit, la rivalité du côté centre-droit de l'échiquier politique concerne les zones rurales et semi-rurales: "C'est surtout vrai dans certaines zones comme le Namurois et la province de Luxembourg. Un peu aussi dans le Hainaut et dans la vallée de la Vesdre, en province de Liège, où il y a Melchior Wathelet (CDH) opposé à Pierre-Yves Jeholet (MR). Même dans le Brabant wallon, en fait: l'électorat CDH y est de centre-droit. Cette concurrence entre

Charles Michel

"Des visions compatibles"

► **Une tranche d'imposition** à 0 %, l'impôt des sociétés ramené à la moyenne européenne (23-25 %), l'accent mis sur les PME, des déductions pour investissements grâce à la manne des intérêts notionnels... Le tout, dans un seul but: créer – beaucoup – d'emplois. Le rapprochement programmatique entre le MR et le CDH semble évident. Le président libéral Charles Michel parle de "visions compatibles". "Dès septembre, on a dit qu'on voulait baisser les impôts sur le travail (spécialement les bas et moyens salaires) et sur les PME. Je trouve très positif que le MR soit rejoint sur l'essentiel de ses propositions. Par l'Open VLD, ce n'est pas nouveau, mais aussi par le CD&V (qui propose 6 milliards de baisses d'impôts) et maintenant par le CDH. Les humanistes parlent aussi d'un effet retour qu'ils chiffrent à environ 25%. Ceci dit, le MR va plus loin puisque notre réforme fiscale n'est pas neutre budgétairement." **A. C.**

Tranches d'impositions à l'IPP (taux d'imposition marginaux)



• Pour Benoît Lutgen, président des humanistes, la réforme proposée par le MR n'est pas sérieuse en raison de son coût.

baisses d'impôts



MR et CDH sur cette fraction de l'électorat francophone n'est pas négligeable. Cette compétition concerne surtout les zones semi-rurales et est moins forte dans les centres urbains où le CDH est en concurrence électorale avec Ecolo."

Toutefois, nuance le professeur de l'ULB, proposer une large réforme fiscale n'est pas propre qu'aux humanistes et aux libéraux. Il y a un climat général en Europe qui met ces thèmes à l'agenda politique. "On est arrivé à un tournant où l'on sent bien qu'il faut une réforme fiscale en Belgique mais aussi ailleurs en Europe, notamment suite à la crise des dettes souveraines ou encore pour lutter contre l'évasion fiscale des riches et des très riches. Il y a un consensus général à ce sujet. La fiscalité sur le travail doit également être moins pénalisante pour les PME. Tout ça est dans l'air du temps."

Le CDH défend ses bastions

Pour en revenir au CDH, la lutte pour l'électorat de centre-droit est aussi une manière de se protéger alors que le parti de Benoît Lutgen flirte dangereusement avec le seuil symbolique des 10% d'intentions de vote. "Si le CDH devait passer en dessous du seuil des 10% aux élections, cela aurait un effet centrifuge au sein du parti. Vu les sondages, le CDH fait face à deux enjeux fondamentaux. Il doit d'abord se renforcer dans ses bastions semi-ruraux, consolider les points forts. L'autre enjeu, c'est d'être plus performant dans les centres urbains. C'est par exemple très difficile à Liège pour le CDH, à Charleroi, à Mons, à Tournai... Avec une exception à Namur où Maxime Prévot (le bourgmestre de la capitale wallonne) a réussi à aller chercher des électeurs en dehors de la base CDH traditionnelle. Mais Namur, pour le CDH, c'est l'arbre qui cache la forêt."

F.C.

Benoît Lutgen

Que de divergences !

► **Des points de convergences** entre le MR et le CDH sur la réforme fiscale? Où?! Le président du CDH Benoît Lutgen, par l'intermédiaire de sa porte-parole, nous a donné une réponse en cinq points faisant apparaître, selon lui, toutes les divergences qui existent entre les deux partis. Les humanistes insistent notamment sur le fait qu'"il s'agit d'une révolution fiscale, pas d'une réforme". Et ils attaquent: "Une différence de taille [...] est la crédibilité des estimations budgétaires. [...] Le coût total des propositions du MR est supérieur à 20 milliards d'euros, quatre fois plus que les 5 milliards annoncés. Ce n'est pas sérieux." En outre, "la révolution fiscale du CDH, se finançant elle-même, garantit le financement des pensions, des soins de santé, de l'enseignement, de la Justice, de la police,... Par contre, le MR compte sur des effets retour [...], au risque de toucher au financement des principaux services aux personnes!" **A. C.**



DANNY GYS/REPORTERS

CDH

La révolution fiscale

En janvier 2013, le président du CDH Benoît Lutgen lançait l'idée d'une "révolution fiscale". Depuis, le thème n'a plus jamais quitté les discours de campagne. Le parti vient de détailler une réforme qui doit créer, espère-t-il, 140 000 emplois.

IPP. Oubliez le principe des tranches d'imposition. Le CDH veut une progressivité totale de l'impôt sur le travail. Elle démarre à un taux effectif de 0% jusqu'à 11 000 euros de revenus par an, pour atteindre un taux effectif de 50% au-delà des 500 000 euros (voir tableau). Si vous gagnez 13 500 euros, vous êtes pile entre les barèmes à 0% et à 10% (15 000 euros). Vous payerez donc un taux de 5%. Le CDH veut en outre des réductions d'impôt ciblées sur les familles.

Isoc. Il passerait tout de suite de 34% à 30%. Dans un second temps, l'Isoc serait ramené à 25%, soit la moyenne européenne. Et même 20% pour la PME avec un revenu imposable inférieur à 150 000 euros. Parallèlement, le CDH veut supprimer en cinq ans les intérêts notionnels et réaffecter 500 millions d'euros à des déductions pour investissements.

Autres. Les humanistes veulent accentuer les réductions de charges pour les entreprises, spécifiquement sur les bas et moyens revenus. Ils proposent aussi de supprimer toute charge pour la première expérience professionnelle du jeune.

Financement. La réforme fiscale (10 milliards d'euros) est neutre budgétairement. Il la finance, entre autres, via une taxation sur la spéculation, la lutte contre la fraude fiscale et une taxation sur certains produits importés. Des effets retour sont espérés, à hauteur de 2,3 milliards. **A. C.**

